



Jean-Claude Vignoli  
<https://www.jcvignoli.com>  
[jc.vignoli@gmail.com](mailto:jc.vignoli@gmail.com)

# UN Watch, l'effroyable imposture

J'ai travaillé avec des ONG internationales dans la capitale des droits humains, Genève, participé à la fondation de l'une d'entre elle, et fondé encore une autre ONG en Amérique Latine. Je connais le monde international en qualité de praticien, et il me semble nécessaire de dénoncer les activités néfastes de UN Watch, qui perdurent depuis deux décennies et portent atteinte au système international en déformant la perception que le grand public a de celui-ci. Car lorsque des mensonges et des biais sont produits dans le seul but de conforter nos positions, ils nous font évoluer dans une vérité alternative fermant la porte au dialogue.

Quelques clarifications, toutefois : l'objet de cet article ne porte pas sur le respect ou non de droits humains par Israël, mais vise plutôt à informer sur les activités d'un lobby jugé nocif. Il aborde les effets qu'UN Watch provoque au sein de la communauté juive, car cette communauté est tout particulièrement visée par la désinformation opérée par cette ONG.

Cet article est né de plusieurs rencontres et une longue réflexion depuis l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023 ; depuis ce massacre, la radicalisation identitaire a atteint un niveau qui rappelle les années Bush (2001-2009), où toute discussion basée sur le droit ou la raison était impossible. C'était l'époque du « si vous êtes contre nous, c'est que vous êtes avec les terroristes »<sup>1</sup>. C'était le début de l'époque où l'on blâmait l'ONU pour ses fondements mêmes, à savoir d'être une plateforme de dialogue et non de guerre. Le droit international était honni par les néo-conservateurs américains, qui voulaient envahir l'Irak s'émancipant de toute contrainte internationale de l'ONU. Bolton, un éminent néoconservateur de l'administration Bush qui a toujours privilégié la guerre - y compris préventive - à la paix, a été l'un des principaux croisés chargés de mener l'estocade contre l'ONU. Aujourd'hui, cette même propagande guerrière est à l'oeuvre, dopée aux réseaux sociaux.

Mais que fait donc de si terrible UN Watch ? Il s'agit d'un organisme qui participe à la délégitimation des institutions internationales, en usurpant le titre d'ONG. Elle gangrène certaines communautés, où elle est devenue très populaire. Une ONG sur laquelle personne n'ose prendre la parole, car les activistes des droits humains préfèrent l'ignorer, ou la craignent. Un organisme dont l'influence est inversement proportionnelle à sa taille

---

1 « [Soit vous êtes avec nous, soit vous êtes avec les terroristes.](#) », George W. Bush

(à peine une dizaine d'employées peut-être), et qui produit, depuis une vingtaine d'années déjà, des éléments de langage tout faits pour défendre Israël.

Sa méthode ? Attaquer sans relâche l'ONU et ses experts, ainsi que les ONG internationales dans des vidéos, mêmes, dans l'enceinte de l'ONU et en dehors, cumulant un nombre impressionnant d'interviews de son directeur, Hillel Neuer. UN Watch attaque les fondements (l'universalité et le dialogue) de l'ONU, ses employés et ses experts. Elle attaque également les ONG qui prennent position sur Israël ; Kenneth Roth, l'ancien directeur de Human Rights Watch et surnommé le "parrain des droits humains", qui a été en charge de l'étude et du plaidoyer pour améliorer les droits humains de 193 pays de la planète, en a fait largement les frais. Durant une décennie, tous ses faits et gestes ont été traqués, comptabilisés, pour autant qu'ils concernent un seul État tabou : Israël.

Avant de préciser pourquoi cet organisme n'est pas une ONG, il convient de rappeler brièvement ce que sont l'ONU et les ONG internationales, leurs structures et leurs buts, pour ensuite démontrer en quoi le travail d'UN Watch sape la crédibilité de ces organismes, et représente un péril à prendre au sérieux. La délégitimation du système international des droits humains nous met tous en danger.

## **Le monde international est-il le bien pour tous ?**

Le monde des organisations internationales (OI) et non-gouvernementales (ONG) reste mystérieux pour le grand public. Univers d'experts, de juristes, de diplomates et d'activistes spécialisés, ce microcosme porte en lui trois péchés originels : premièrement, il n'a jamais su expliquer ses défaillances avec honnêteté, deuxièmement, il n'a jamais été en mesure de communiquer avec efficacité ses réussites, et enfin, il est suspecté d'être au service d'intérêts contraires des peuples, manipulé par des groupes d'intérêts aléatoires, parfois l'Occident, d'autres fois la Chine, les juifs ou encore les pays musulmans.

De ces trois péchés, le troisième n'en est pas un, car il s'agit du cœur du fonctionnement de l'ONU : une organisation mondiale, mondialisante et mondialisée. À ce stade, il peut être utile de présenter les deux premiers paragraphes du préambule de la Charte des Nations Unies<sup>2</sup> :

*NOUS, PEUPLES DES NATIONS UNIES, RÉSOLUS à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui, à deux reprises au cours de notre vie, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, et à réaffirmer notre foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, ainsi que des nations, grandes et petites, et d'établir les conditions permettant de maintenir la justice et le respect des obligations découlant des traités et autres sources du droit international, et de favoriser le progrès social et d'instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande,  
ET À CES FINS à pratiquer la tolérance et à vivre en paix les uns avec les autres en tant que bons voisins, et d'unir nos forces pour maintenir la paix et la sécurité internationales, et d'assurer, par l'acceptation de principes et l'institution de méthodes, qu'il ne sera pas*

---

2 Le texte intégral de la Charte est [disponible sur le site de l'ONU](#).

*fait usage de la force armée, sauf dans l'intérêt commun, et d'utiliser les mécanismes internationaux pour favoriser le progrès économique et social de tous les peuples,*

La paix, la tolérance et le développement sont ambitionnés pour toute l'humanité, et le moyen d'y parvenir privilégie le dialogue avant tout. Cette Charte est développée durant la Seconde Guerre mondiale, alors que l'on meurt par millions, et l'on cherche une échappatoire aux nouvelles guerres totales du XXe siècle. Un mécanisme qui contraigne les hommes à ne plus s'étriper. L'égalité, une voix, un vote, sera la formule retenue<sup>3</sup> pour garantir que tous les pays se joignent à l'Organisation des Nations Unies, et qu'ils acceptent d'y participer. Le succès de l'ONU, dont tous les pays du globe sont membres aujourd'hui, tient à son universalité, son égalité de traitement entre tous ses membres. Si les tensions intenses de la Guerre Froide n'ont pas mené à sa disparition, c'est bien parce que tous les membres, d'une façon ou d'une autre, y trouvaient leur compte. L'équité, l'équilibre des pouvoirs entre pays et régions, est discuté et remis sur la table chaque jour dans les organes onusiens ; et l'on peut l'affirmer sans honte, cette pratique est excellente, car elle démontre que tous les États voient l'ONU comme un lieu où discuter de leurs intérêts nationaux, et les débattre – plutôt que de guerroyer. Si nous traversons la période de l'histoire moderne qui subisse le moins de guerres entre nations, c'est peut-être parce que la culture de l'ONU du dialogue s'est imposée.

Pourtant, depuis la fin de la Guerre froide, les accusations visant le système international se sont multipliées : aux griefs des altermondialistes des années 1990 et 2000 qui rêvaient d'une voie vers plus d'égalité grâce à l'ordre international, une nouvelle réprobation s'est superposée, voire a remplacé les précédents, à savoir celle des "anti-globalistes". Ces derniers réfutent la nécessité même des organisations internationales et du multilatéralisme : la nature-même de l'ONU leur est insupportable, qui compte parmi ses membres un grand nombre de pays illibéraux et dictatoriaux ; comment pourrait-on, en tant que démocratie, s'asseoir à la même table que l'Iran et la Chine ? Alors que le dialogue était précisément l'outil privilégié pour éviter la guerre après la Seconde Guerre mondiale, cet outil est raillé. Seule la force peut nous éviter de nouveaux Accords de Munich, le nouveau Parangon de la lâcheté internationale. Aux USA, George W. Bush, puis le « tea party », furent les premières expressions d'importance de ce mouvement contestant le bien-fondé de l'ONU. Et l'organisme UN Watch, qui sous son fondateur Morris B. Abram soutenait le système international<sup>4</sup>, change à la mort de celui-ci et, très rapidement<sup>5</sup>, devient anti-mondialiste. Elle sera à l'origine d'une désinformation terrible au sein de la communauté juive, mais aussi bien au-delà.

---

3 Sauf au Conseil de Sécurité. Le Conseil de Sécurité est un organe de l'ONU où les questions de sécurité (paix et de guerre) sont débattues. Cinq pays annuler à leur guise toute décision votée prise par ce Conseil : La Chine, le Royaume-Uni, les États-Unis, la France et la Russie.

4 « Je reconnais et je prends pleinement en compte les aléas et les contradictions de la diplomatie internationale. J'accepte la primauté de la realpolitik dans les relations internationales », Ambassador Morris B. Abram, Le traitement d'Israël par les Nations Unies, [témoignage de l'ambassadeur Morris Abram](#) devant la Commission des relations internationales de la Chambre des représentants, 1999

5 On retrouve déjà John Bolton, un architecte du néo-conservatisme étasunien et idéologue du désengagement étasunien de l'ONU, sur [son comité exécutif en 2000](#)

# Des droits humains universels aux origines juives à une ONG juive pour combattre l'universalité des droits humains

Pourquoi s'intéresser à l'opinion des juifs ? Peut-être tout d'abord, parce que cette communauté a participé à échafauder la communauté internationale en général, et l'ONU en particulier. Comme l'a rappelé en 1999 Koffi Annan, le Secrétaire Général de l'ONU, lors du décès du fondateur d'UN Watch, de Morris Abram :

*Je me félicite de pouvoir dire que la communauté juive est très présente à l'ONU depuis le début. Des représentants de l'American Jewish Committee étaient à San Francisco lors de la création de l'Organisation et ont aidé les auteurs de la Charte à y insuffler le sens de la justice et des droits de l'homme.*

Avant de plaider :

*Nous avons besoin de votre appui dans la campagne en faveur de la ratification du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, qui pourra servir de rempart contre le mal. Nous avons besoin de vous comme alliés partout aux États-Unis, de Main Street aux couloirs du Congrès, dans notre combat contre l'isolationnisme et pour le multilatéralisme.*

Bien que l'ONU ne soit pas immédiatement un enfant de l'Holocauste mais né de la nécessité plus large de ne plus s'entre-tuer entre nations<sup>6</sup> il faut souligner que le premier traité international de droits humains qu'elle adopte - à l'unanimité - fut la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide », en 1948. Un traité principalement rédigé par Raphael Lemkin, un éminent juriste juif, qui fut à la fois l'inventeur du terme « génocide » et d'une convention visant à son éradication. Par la suite, les traités protégeant les droits humains s'inspireront de l'exemple donné par Lemkin. La communauté juive est donc essentielle pour l'histoire des droits humains et à la marche de l'ONU. Comment est-il possible que l'organisme UN Watch, fondée par des membres de la communauté juive, qui critiquait de manière constructive l'ONU à l'origine, soit devenue une officine de l'anti-mondialisme<sup>7</sup> ? Que d'alliée potentielle à la création de la Cour Pénale Internationale (CPI), elle en devienne l'ennemie<sup>8</sup> ?

Il est difficile de répondre à cette question, à défaut de documentation historique disponible sur l'ONG UN Watch. On ne sait pas exactement quand son directeur Hillel Neuer en a pris la direction<sup>9</sup>. Ce que l'on sait avec certitude, c'est que Morris, le fondateur

---

6 Les discussions pour créer une organisation mondiale débutent avant même que la solution finale ne soit connue par les Alliés.

7 Voir la présentation de l'ONG en 2004, « [We believe that even with its shortcomings, the UN remains an indispensable tool in bringing together diverse nations and cultures.](#) » A noter toutefois que dès l'année 2000, John Bolton siégeait déjà sur le comité de l'ONG.

8 Voir par exemple le directeur de UN Watch qui déclare que la CPI n'a aucune légitimité juridique pour enquêter sur les crimes en Palestine, « [Hillel Neuer calls out US. funding of UNRWA, blasts ICC investigation](#) », i24 News, avril 2021

9 La seule trouvée à une prise de fonction d'Hillel Neuer [serait approximativement 2004.](#)

de l'ONG, est décédé en mars 2000, et que John Bolton est membre du comité exécutif au moins depuis le mois d'octobre 2000<sup>10</sup>. Et que le 1<sup>er</sup> janvier 2001, UN Watch passe sous le contrôle du American Jewish Committee<sup>11</sup> (Comité juif américain, un lobby juif majeur dont la trésorerie pèse plus de \$270 millions<sup>12</sup>), un transfert décidé par Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial qui était le premier à soutenir UN Watch dès sa fondation en 1993. Il n'existe pas d'équivalent dans l'histoire des ONG internationales : elles ne sont pas transférées d'un organisme à un autre, comme s'il s'agissait d'une simple entreprise. Elles sont détenues par leur Assemblée générale ; c'est aussi étrange que si l'on transférait l'Union européenne à l'ONU.

Toujours est-il que cette ONG change fondamentalement de nature au décès de son fondateur. Elle s'adjoint les services d'un néoconservateur, et débute des activités conflictuelles, jamais constructives. Elle produit des informations orientées et partielles, atteignent des individus qui ne connaissent ni les buts ni les méthodes de travail de l'ONU. Des individus qui parfois, asphyxiés par l'antisémitisme ambiant, voient là une échappatoire bienvenue pour respirer à nouveau : si l'antisémitisme augmente, cela peut bien être, après tout, la faute de l'ONU et des ONG internationales qui font mal leur travail.

Communauté juive ou pas, nous sommes facilement manipulables lorsque nous ignorons tout d'un sujet, et plus encore lorsque nous cherchons à nous défendre contre des attaques, antisémites ou non : UN Watch offre le bouc-émissaire idéal sur un plateau, ce mammoth international que personne ne comprend ni ne veut comprendre. Par l'entremise de vidéos, de communiqués, UN Watch résume en quelques phrases chocs que l'ONU est biaisée, antisémite, inefficace, incompétente. Et il est plus facile de détruire que de construire, car pour décortiquer ces informations, il faut précisément expliquer le fonctionnement de l'ONU. C'est pourquoi, mécaniquement, s'instille la croyance que l'ONU est illégitime : plus besoin d'écouter ou de lire les documents de cette organisation, car UN Watch nous donne les raisons de conforter nos biais en nous donnant des justificatifs pour ne plus écouter ce qui contredirait notre opinion.

Mais l'ONU est, rappelons-nous, la volonté de dialoguer, voulant remplacer la guerre. N'adoptons toutefois pas une position contraire et naïve pour contrebalancer le narratif simpliste d'UN Watch : oui, les intérêts des États s'y affrontent, le droit international est constamment instrumentalisé, cela ne fait aucun doute. Mais tout comme les Jeux Olympiques étaient une trêve entre les guerres, l'ONU se veut un lieu de trêve entre États, où ils canalisent leur violence dans des résolutions, des coups bas entre fonctionnaires, du papier volé, une virgule déplacée dans un texte et le camp adverse crie un "hourra de soulagement" à la place de faire sonner le canon.

Cependant, bien que tous les États s'adonnent à cette guerre théâtralisée et ritualisée, les ONG internationales ne jouent pas avec les mêmes armes. Celles qui le font devraient être immédiatement disqualifiées. Attention, critiquer l'ONU, comme indiqué en introduction, est légitime : cette structure, simple construction humaine, n'est pas parfaite, et tous les praticiens en conviennent, elle peut et doit être améliorée. Les ONG internationales qui s'impliquent à l'ONU participent d'ailleurs à produire des pistes d'amélioration : expertes et très techniques, parfois bien plus que les diplomates qui s'appuient sur leurs connaissances pour prendre une position. Mais si les ONG dénoncent toutes les pratiques

---

10 [Composition du comité exécutif](#) en octobre 2000.

11 « [UN Watch, AJC Seal Partnership](#) », janvier 2001

12 « [American Jewish Committee](#) », ProPublica

contraires aux droits humains, ou les problèmes structurels de l'ONU, elles ne défendent jamais un État ; ce serait là franchir le Rubicon. Examinons en quoi le travail de UN Watch diffère des ONG internationales.

## UN Watch n'est pas une ONG

Précisons tout d'abord qu'une ONG internationale est d'une association (ou d'une fondation) sans but lucratif dont l'objectif est de promouvoir le bien commun. Sans entrer dans des détails techniques, les ONG internationales peuvent être généralistes et aborder tous les pays, tous les droits humains (c'est le cas de Human Rights Watch et Amnesty International, par exemple), ou être thématiques ou régionales (droits des enfants pour Save the Children, droits humains en Asie pour Forum Asia, par exemple). Malgré de grandes différences au sein des ONG, elles partagent toutes au moins trois piliers fondamentaux : premièrement, promouvoir des valeurs universelles tout en restant fermement indépendantes, évitant ainsi de faire office de caisse de résonance d'un État ; deuxièmement, adhérer au droit international, fondement de leurs actions ; et enfin, troisièmement, être transparentes dans leurs activités en publiant leurs statuts et leurs rapports d'activité et financiers.

## Pas d'indépendance ni d'universalité

UN Watch est une organisation qui ne cherche pas la défense universelle des droits humains, mais la protection d'intérêts particuliers. Elle mène, en effet, ses activités visant à la défense d'Israël en parallèle à des activités en faveur des droits humains utilisées comme faire-valoir. Elle noie ses buts réels dans des conférences ou prise de parole anecdotiques, organisées pour faire bonne figure. Et même la plupart de ses activités « hors protection d'Israël » sont relatives aux pays ennemis d'Israël<sup>13</sup>.

Premier exemple parlant, elle attaque à juste titre (au sens du droit) le gouvernement cubain en faisant parler des activistes<sup>14</sup> de l'île caribéenne ; mais comment se fait-il que pas une fois UN Watch n'ait dénoncé l'embargo étasunien envers Cuba, comme le font toutes les ONG internationales<sup>15</sup> ? Comment peut-on critiquer le manque de démocratie à Cuba, mais pas la politique militaire étasunienne à son encontre ? Se pourrait-il que cela soit en raison d'une résolution votée chaque année depuis des décennies, à l'Assemblée Générale des Nations Unies où tous pays de la planète dénoncent l'illégalité de cet embargo, à l'exception de... deux pays, à savoir les États-Unis et Israël<sup>16</sup> ? Ou serait-ce encore parce que Cuba est l'un des plus féroces adversaires d'Israël à l'ONU ?

Autre exemple problématique : UN Watch n'a jamais critiqué, aussi loin que l'on puisse remonter dans ses archives, l'État d'Israël. Au contraire, elle ne cesse de protéger l'État

---

13 Voir les [vidéos d'UN Watch](#).

14 « [Cuban activists testify at United Nations](#) »

15 « [La priorité devrait être le démantèlement de l'embargo](#) », HRW« [...]le conseil d'administration d'Amnesty International USA a appelé le Congrès américain à adopter des projets de loi [...] qui lèveraient effectivement l'embargo sur Cuba. », [Amnesty](#)

16 Lors du dernier vote en 2023, seuls deux pays ont voté contre la résolution cubaine, à savoir les USA et Israël, avec une abstention, celle de l'Ukraine: « [General Assembly Concludes Consideration of Cuba Embargo with Adoption of Resolution Urging States to Repeal Laws Impeding Trade, Navigation](#) »

juif ; il n'existe aucune ONG internationale occidentale qui protège un État. Les ONG qui procèdent de la sorte sont dénommées « GONGO »<sup>17</sup>, et sont des outils utilisés à des fins propagandistes par un gouvernement, que l'on masque sous la dénomination d'ONG pour participer aux travaux de l'ONU. Au contraire d'une ONG universaliste et indépendante, UN Watch sanctuarise Israël contre toute attaque, et s'en prend féroce­ment aux pays qui attaquent cet État<sup>18</sup>, et aux ONG qui émettent la moindre critique à l'égard d'Israël.

## Pas d'adhésion au droit international

Le droit international est le fondement même du travail des organismes internationaux, qu'ils soient des OI (comme l'ONU) ou des ONG. C'est un droit en constante mutation, mais il existe des points qui ne font pas l'objet de discussion par les juristes : ce qui est décidé au Conseil de Sécurité, par exemple, a valeur contraignante et tout État doit s'y conformer, sans quoi il viole le droit international. Il n'existe pas d'exception, ce n'est même pas un débat au sein des juristes internationaux.

Il est donc impossible pour une ONG indépendante et universaliste de clamer à juste titre que des États comme l'Iran, la Corée du Nord ou l'Érythrée, violent la Charte des Nations Unies, et prétendre en parallèle qu'Israël se conforme au droit international. Depuis 1967, une résolution adoptée par le Conseil de Sécurité, est systématiquement ignorée par le pays de Ben Gourion. De nombreuses résolutions, non contraignantes mais faisant partie du droit international, connaissent le même sort.

Attention, n'est pas question ici de savoir si Israël a raison d'ignorer le droit international ou non, car cela devient une question politique et hors du champ d'étude ici. Le fait est que, puisque toute ONG vise à participer à l'élaboration et la mise en œuvre du droit, il est inconcevable de voir que, sur toute son activité déployée, UN Watch poursuit un objectif qui n'est pas celui d'une ONG internationale. Que ce soit Cuba, Israël, les USA ou tant d'autres pays, UN Watch applique bel et bien ce qu'elle reproche à l'ONU : un « double standard », soit un deux poids, deux mesures en bon français.

Que des lecteurs qui parcourent ces lignes trouvent légitime de défendre l'État d'Israël face aux feux internationaux, il est difficile de leur refuser ce droit. Il est d'ailleurs autorisé à l'État juif (ou tout autre nation) de se défendre et d'avoir recours à des lobbies. Mais ne mélangeons pas les rôles : une ONG n'est pas un lobby, la confusion doit être évitée à tout prix sinon toutes les ONG deviendraient douteuses. En effet, le lobby poursuit des intérêts particuliers (patriotiques ou économiques) au contraire d'une ONG qui défend des idéaux universalistes.

Toute l'ambiguïté d'UN Watch provient du fait que, afin d'asseoir sa crédibilité, l'organisme se présente comme une ONG internationale<sup>19</sup>, préoccupée par les droits humains dans le

---

17 GONGO: Governmental Non-governmental Organisation, en anglais soit Organisation non-gouvernemental gouvernemental en français

18 On constate, par exemple, que la base de données de UN Watch ne présente aucune violation de l'État israélien, et contient une section pour chaque pays « Voting record on Israel » comme s'il s'agissait d'un droit humain. Par ailleurs, la différence entre [Israël](#), qui ne contient pas de section « Human rights record », alors que pour [l'Iran](#), cette section est visible. Ce n'est pas une manière de travailler pour une ONG légitime.

19 « UN Watch est une organisation à but non lucratif dont la mission est de veiller à ce que les Nations unies respectent leurs principes fondateurs. Grâce à son suivi régulier,

monde entier ; il s'agit d'une stratégie destinée à s'acheter une respectabilité et légitimité lorsqu'elle s'adresse à la communauté juive. Elle n'effectue jamais un suivi de ses dénonciations sur le Venezuela, Cuba, ou l'Érythrée. Elle ne cherche pas à rencontrer les ambassadeurs de ces pays, à élaborer des stratégies pour réellement produire un changement dans les pays incriminés ; son objectif est de produire un discours, et non pas que ce discours soit suivi d'effets. Une posture pour la forme, qui occulte le travail de lobbying effectif lorsqu'il s'agit de défendre ses intérêts personnels.

Et, reconnaissons-le, la stratégie d'UN Watch a plutôt bien marché jusqu'ici. New York, Buenos Aires ou Kenya, les membres de la communauté ont toujours un même ou un élément de langage tout prêt pour défendre Israël, qui provient bien souvent d'UN Watch, quand bien même ils n'auraient jamais entendu parler de cette ONG.

## **Pas de transparence**

Enfin, toute ONG a un devoir de transparence quant à ses activités et ses finances. Alors que les ONG internationales publient des rapports annuels pour informer leurs donateurs et le grand public de leur état financier et de leurs réussites concrètes, UN Watch ne publie ni de rapport annuel d'activité ni financier. Pire, UN Watch se vante de ne pas le faire<sup>20</sup>. On peut toutefois estimer que son budget est passé de plusieurs centaines de milliers de dollars annuels<sup>21</sup> dans les années 2000, à un million et demi en 2021 (Impôt aux USA, « [United Nations Watch](#) »). Plus terrible encore : ses statuts, soit l'acte fondateur d'une ONG, ne sont tout simplement pas disponibles. On ne connaît pas son but social, sa structure, ses organes. En réalité, on ne peut même pas savoir s'il s'agit d'une association, d'une fondation, d'une entreprise. Si elle n'était pas enregistrée auprès d'un organe de l'ONU, on pourrait même douter de son existence juridique<sup>22</sup>. Et si l'on ne sait rien d'UN Watch à Genève, on constate avec étonnement qu'une filiale (ou une maison mère?) existe depuis 2011 aux USA<sup>23</sup>. Cette opacité est unique pour une ONG internationale; seules les « GONGO » cachent leurs activités et sources de financement.

Pour toutes ces raisons, aucune ONG internationale ne collabore avec UN Watch<sup>24</sup> à Genève, la capitale mondiale de l'ONU des droits humains, qui abrite pourtant des centaines d'associations et fondations oeuvrant pour le bien commun. Ces organisations, qui pourraient trouver un intérêt ponctuel à travailler avec UN Watch – sur l'Iran, le Venezuela ou Cuba, par exemple – refusent de s'associer même sporadiquement avec un organisme qui, quelle que soit la perspective envisagée, ne ressemble en rien à une ONG.

---

UN Watch est une ressource clé pour l'information et l'analyse sur l'ONU. [...] UN Watch protège les droits de l'homme dans le monde entier [...] »

20 De manière sarcastique, UN Watch [a publié le tweet d'un ancien employé de l'UNRWA](#) demandant le rapport annuel de l'organisation, en lieu et place d'un rapport proprement dit.

21 On sait qu'au moins un donateur, l'« American Jewish Committee », [soutenait UN Watch à hauteur 300'000 dans les années 2000](#).

22 Conseil économique et social de l'ONU, UNDSA, « [United Nations Watch](#) »

23 Impôt aux USA, « [United Nations Watch](#) »

24 UN Watch collabore cependant avec des ONG locales et situées hors de Genève, comme [NGO Monitor](#). Une seule « ONG » à Genève, très opaque, qui n'est semble-t-il plus en activité depuis de nombreuses années, [Ingénieurs du Monde](#), fournit des aides techniques ponctuelles.



# Comment UN Watch décrédibilise le système international

Au vu des arguments qui précèdent, affirmer qu'UN Watch est une ONG internationale relève de l'acte de foi. Mais on perd toute foi si l'on recherche les prises de parole de bonne foi qui devraient guider les actions de l'ONG, car elle en manque cruellement sur tout ce qui touche de près Israël. Cet organisme a élaboré différentes lignes d'attaque pour décrédibiliser tous ceux qui s'en prendraient à Israël, mais l'une de ses flèches argumentatives, lancée aussi bien sur l'ONU que les ONG internationales, repose sur les « doubles standards » de tous les institutions et organisations mondiales. Toutes seraient coupables de traiter inéquitablement Israël. Il est nécessaire ici de prendre le temps d'expliquer pourquoi, effectivement, l'ONU a élaboré certains mécanismes qui peuvent sembler inégaux, mais aussi de démontrer que les « doubles standards » n'existent pas au sein des ONG.

## UN Watch contre l'ONU

L'un des axes communicationnels principaux d'UN Watch pour dénigrer l'ONU repose sur le Conseil des droits de l'Homme<sup>25</sup> où « Israël est le seul pays au Conseil des droits de l'homme qui soit examinée dans le cadre d'un point spécial de l'ordre du jour. ». En effet, aux côtés d'une série des points qui sont discutés (comme le racisme, les droits de la liberté d'expression, etc.) l'on trouve également « La situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés ». Selon UN Watch, cette « hypocrisie » de l'ONU fait partie des « doubles standards » qu'elle dénonce, à savoir qu'il existe des traitements différenciés selon les pays. Pourquoi est-ce mensonger ? Évitions d'objecter mollement qu'il ne s'agit pas d'un pays qui est attaqué, mais qu'il s'agit d'une violation des droits humains qui est décriée ; ce serait correct mais uniquement technique. Par contre, nous pouvons mentionner qu'il s'agit de la seule situation contraire au droit international, qui ne soit pas liée à l'un des 5 pays au droit de veto<sup>26</sup> et qui perdure depuis 1967.

Le conflit Israélo-palestinien est-il instrumentalisé par de nombreux pays arabo-musulmans ? Cela est indéniable ; mais le rôle de l'ONU n'est-il pas de forcer les États à respecter le droit international ? Un avocat pourrait-il arguer devant une cour française ou étasunienne, que l'auteur de méfaits qu'il représente devrait être relâché en raison d'un acharnement judiciaire, arguant que la justice devrait plutôt s'intéresser à d'autres criminels ? Les juges lui riraient au nez.

Cet argument du « double standard » n'est pas sans rappeler les positions adoptées par des dictatures africaines au sujet de la Cour Pénale Internationale (CPI)<sup>27</sup> qui se plaignaient

---

25 [“7 Problems with the Human Rights Council”](#), UN Watch

26 Rappel: la Russie, la Chine, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis peuvent, par le droit de veto, empêcher toute résolution contraignante d'être votée dans l'enceinte du Conseil de Sécurité

27 La Cour Pénale Internationale est une Organisation Internationale qui est indépendante de l'ONU et qui a pour but de poursuivre les quatre grands crimes internationaux : crime de guerre, crime d'agression, crime contre l'humanité et crime de génocide. Elle a débuté ses activités en 2002 et a, jusqu'en août 2024, poursuivi 57 criminels

d'être visées de manière injuste. Il est vrai que, jusqu'en 2023, tous les dossiers de la CPI concernaient des ressortissants africains<sup>28</sup>. Et les lobbyistes des dictatures se plaignaient de ce « double standard » : pourquoi n'y a-t-il que des Noirs poursuivis par la CPI ?

Nous voyons ici une faille du système onusien, mais ce n'est pas celle prétendue par UN Watch : la faille ici, c'est qu'il est plus facile de s'en prendre au petit qu'au grand, car le petit plie, au contraire du grand. Il est plus aisé de poursuivre Bosco Ntaganda auprès de la CPI, criminel de guerre congolais condamné à 30 ans de prison au terme de son procès, que George W. Bush, suspecté par les juristes de crimes de guerre et contre l'humanité en Irak et Afghanistan. Le Congo est plus perméable aux pressions de la justice internationale que les États-Unis, certes ; mais ne peut-on pas se réjouir que Ntaganda soit derrière les barreaux, et que justice soit faite à son encontre ? Mettre en prison les petits devrait nous réjouir, tout en gardant à l'esprit que, lorsque la justice internationale sera plus solide, on poursuivra les grands. Ce qui semble être la direction suivie depuis 2023.

L'impunité des uns ne saurait justifier l'impunité des autres. Israël est protégée par les USA qui possède un droit de veto au Conseil de Sécurité. Si ce n'était pas le cas, l'État juif se serait déjà soumis au droit international. Ainsi donc, ce n'est pas en raison d'un « double standard » qu'Israël est autant condamnée au Conseil des droits de l'homme, mais bien parce que de manière persistante, depuis 1967, le système international est grippé, et ne parvient pas à faire plier cette nation du Moyen-Orient. Et quand bien même, à quoi bon s'en offusquer ? Ne devrait-on pas plutôt parler de la violation du droit internationale ? Mais puisqu'il n'existe pas d'arguments juridiques, UN Watch n'a d'autre option que de décrédibiliser tout le système juridique international ; peu importe pour UN Watch que ses dénonciations engendrent des conséquences pour la crédibilité de l'ONU, pour le dialogue recherché depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dans son enceinte de l'ONU ; ce qui compte est de remplir son cahier des charges, et non oeuvrer au bien commun. Peu importe si cette remise en cause a pour conséquence que par la suite, le Zimbabwe ou Cuba refuseront de s'asseoir à la table des négociations, prétextant que l'ONU est inutile, la légitimité de l'ONU étant remise en question même par les démocraties.

## **UN Watch contre les ONG internationales**

Mais UN Watch ne protège pas seulement Israël contre l'ONU, elle la défend également contre les ONG internationales : Amnesty International, Human Rights Watch (HRW) sont les bêtes noires du directeur exécutif de UN Watch. À nouveau, il n'est pas question ici de rejeter toute critique envers les ONG internationales ; elles peuvent commettre des erreurs, et représenter la société civile ne fournit aucune immunité. Il est sain, par exemple, de critiquer le salaire absurde de l'ancien directeur de HRW, Ken Roth<sup>29</sup>. Mais lorsque UN Watch attaque ce dernier, qui a été dans sa ligne de mire pendant deux décennies, elle ne s'en prend pas à la réflexion juridique de HRW, mais à l'homme, et ce pour des raisons encore une fois de « double standard »<sup>30</sup>.

---

internationaux.

28 Cette focalisation sur l'Afrique a connu un changement majeur avec des mandats d'arrêt émis en 2023 contre des suspects russes, puis en 2024 avec la demande de mandats d'arrêt pour des suspects palestiniens et israéliens.

29 L'ex-directeur exécutif de Human Rights Watch a touché [620'000 dollars annuels](#), un salaire qui a révolté jusqu'aux employés de l'ONG.

Soyons parfaitement clairs : dans la culture des ONG internationales, de tels comportements sont perçus comme méthodes de gangster. UN Watch protège à tout prix Israël, et va jusqu'à reprocher au directeur d'une ONG de droits humains de s'intéresser aux droits humains dans un seul pays. Vindicative, UN Watch a continué sa traque même après le départ de Ken Roth de HRW. Aux côtés d'un autre lobby moins connu mais tout aussi nocif nommé NGO Monitor<sup>31</sup>, se réjouir que Harvard, sous pression de ses donateurs, refusa d'offrir à Roth un professorat<sup>32</sup>.

Précisons que tous les États musulmans, africains, européens, asiatiques et américains se plaignent sans exception des rapports de HRW sur leur propre État. Personne n'aime les critiques, et ces États les jugent biaisées, idéologiques, ne tenant pas en compte les spécificités du pays. Mais UN Watch est la seule ONG internationale qui se plaigne des rapports sur Israël de HRW et d'Amnesty International. Elle ne s'indigne jamais des rapports rédigés sur les 192 autres pays de la planète – pas plus qu'elle n'a jamais blâmé Israël pour la moindre violation de droits humains.

## Un impact mondial, une désinformation continue

Les mensonges et imprécisions voulues par UN Watch ont des résultats de désinformation massifs. UN Watch est rompue à l'outrance, use de titres accrocheurs trompeurs, fournit des explications minimalistes, ce qui mène en bout de course des médias du monde entier à critiquer l'ONU – les journalistes, en particulier étasuniens, sont très mal formés à comprendre les mécanismes onusiens. Parfois, la pression mise par UN Watch est si intense que les organismes onusiens eux-mêmes sont contraints à fournir une réponse officielle. Par exemple, UN Watch s'est spécialisée dès ses débuts dans les accusations envers l'UNRWA<sup>33</sup> et publie plus de 30 articles<sup>34</sup> sur l'UNRWA par année depuis 2015 (ses attaques ont débuté au moins depuis 2003<sup>35</sup>), et fournit des éléments de langage à tous les journaux ou lobbies pro-Israël ; il est ainsi arrivé que la mission onusienne doive officiellement se défendre contre les attaques mensongères de l'ONG<sup>36</sup>, la mentionnant nommément dans une déclaration. La même chose pour le Haut Commissariat des droits de l'homme de l'ONU (HCADH), accusé par UN Watch d'avoir fourni des informations

---

30 UN Watch a établi des pourcentages du nombre de publications Twitter de Ken Roth sur Israël sur une période de 18 mois. Ou encore recense tous les tweets de Roth qui mentionnent les crimes de guerres israéliens sur trois mois.

31 « NGO Monitor, une organisation basée à Jérusalem qui fait campagne contre les groupes humanitaires qui critiquent les politiques du gouvernement israélien, a accusé HRW, sous la direction de Ross, de chercher à délégitimer Israël »

32 UN Watch déclare que « Ken Roth avait une obsession pathologique pour le traitement différencié et discriminatoire d'Israël, de manière disproportionnée et à des degrés choquants, dans le but apparent de dépeindre l'État juif d'une manière qui susciterait la répulsion et le dégoût ».

33 L'UNRWA pour *United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East*, est une mission onusienne destinée à soutenir la population palestinienne au Proche Orient.

34 Les articles sur l'UNRWA depuis 2015

35 Sarah Marusek, David Miller, « How Israel attempts to mislead the United Nations », p. 14

36 « UNRWA: Claims Versus Facts »

sensibles à des diplomates chinois<sup>37</sup>. Sans preuve, UN Watch a rendu compta le HCADH du décès de Cao Shunli<sup>38</sup>, l'une des plus célèbres défenseuses chinoises de droits humains.

Bien que la brutalité de UN Watch se réplique dans deux décennies d'activités, sa nocivité est évidente au sein de la communauté juive. Les mêmes, les vidéos, les articles issus d'UN Watch ont atteint depuis le 7 octobre 2023 un niveau sans précédent. Des outils utiles pour, en peu de mots, répondre aux critiques sur l'État de Ben Gourion.

Antisémitisme, hypocrisie, « double standard », tout est légitime pour dénigrer des milliers de représentants des Nations Unies et des ONG. On en arrive à croire que ces « ennemis » préférèrent le Hamas à la démocratie juive. « Si vous êtes contre nous, c'est que vous êtes avec les terroristes », une manière de couper court à tout dialogue inventée par George W. Bush en 2001, reprise par le néo-conservateur John Bolton – membre de l'administration Bush et membre du Comité exécutif de UN Watch – et par son directeur Neuer depuis des décennies : l'ONU est illégitime pour UN Watch, car sa raison d'être est de rendre la guerre hors-la-loi. Les néo-conservateurs ne voient pas le monde sous cette forme. Mais le plus difficile à accepter dans l'activité de UN Watch, c'est qu'elle accomplisse ses méfaits tout en prétendant être une ONG, alors qu'elle n'en possède aucun des attributs.

En somme, UN Watch n'a pour objectif de protéger les droits humains, mais de défendre le gouvernement israélien comme n'importe quel lobby. Elle désinforme sciemment les journalistes, la population, les communautés juives qui ne connaissent rien à ce qu'est une ONG, quels sont les buts de l'ONU, ou même pourquoi cette dernière existe. UN Watch refuse de participer à toute discussion constructive, de s'imposer la moindre transparence ; l'outrance et la manipulation sont ses seules armes, et elle tente d'abattre le seul mécanisme qui nous protège de l'enfer : l'ONU.

UN Watch a trahi la pensée de Morris Abram, son fondateur, un homme soucieux de la sécurité d'Israël, certes, mais conscient que le pari du dialogue international est plus important que tout. Peut-être parce qu'il avait 27 ans en 1945, et qu'il avait une conscience aiguë de ce qui est en jeu, avec l'ONU et le droit international.

Jean-Claude Vignoli

Octobre 2024

---

37 « [UN rights office categorically rejects claims it endangered NGOs](#) »

38 Cao Shunli, après avoir participé à une session du Conseil des droits de l'homme en 2013, a été arrêtée à son retour en Chine et a été emprisonnée durant 6 mois. Elle est sortie des geôles chinoises quelques jours avant de mourir.